

Le rôle des Frères musulmans

Le mouvement se trouve au bord d'un abîme et il doit faire face à d'importants défis comme la succession du Guide Suprême et la rébellion des jeunes.

Khalil al-Anani

Les Frères musulmans, fondés en 1928 par Hassan al Banna, est le mouvement politico-social le plus ancien d'Egypte et l'une des organisations islamistes les plus influentes du monde arabe. En Egypte, il n'y a aucun parti fort dans l'opposition et les Frères musulmans sont le véritable rival du régime. Gamal Abdel Nasser les déclara illégaux en tant que parti politique en 1954, mais ils ont maintenu leur force et leur influence dans les domaines social et organisationnel. Au cours des années soixante-dix, les Frères musulmans reprirent leur activité politique de façon officieuse et ils profitèrent du conflit entre Anouar el Sadate et la gauche pour reconstruire l'organisation de leur structure.

Moubarak et les Frères musulmans : de la cohabitation à l'exclusion

Le président égyptien Hosni Moubarak (81 ans), au pouvoir depuis 1981, permit aux Frères musulmans d'intervenir dans la politique et dans la société au cours des années quatre-vingts. Il voulait consolider sa légitimité récemment obtenue en ouvrant un nouveau chapitre avec le mouvement et en l'utilisant pour contrecarrer l'influence des islamistes militants (les mouvements *Gamaa Islamia* et le *Jihad islamique*) qui représentaient la principale menace pour le nouveau président. Cependant, le régime de Moubarak se tourna contre les Frères musulmans après que ceux-ci aient conduit un soulèvement politique en 1984 et lors des élections parlementaires de 1987, lorsqu'ils avaient une forte présence dans les syndicats professionnels et ouvriers. Le régime voulait contrôler leur activité politique, de telle façon que grand nombre de leurs membres furent passés en jugement, le premier jugement militaire depuis les années soixante.

Lors des élections parlementaires de 2005, les Frères musulmans obtinrent 20 % des sièges, le plus haut pourcentage jamais atteint, et ils auraient pu obtenir de meilleurs résultats si le régime ne s'était pas efforcé pour empêcher leurs partisans de voter lors de la troisième et

dernière ronde. Depuis le début de 2006, le régime égyptien a entrepris une vaste stratégie pour isoler et exclure les Frères musulmans de la scène politique. Ainsi, le problème entre le régime et les Frères musulmans n'est pas une simple dispute électorale ou une bataille médiatique, mais une question existentielle et de survie. En 2007, le gouvernement de Moubarak a fait passer 40 leaders des Frères musulmans devant le sixième procès militaire de son mandat. Vingt-cinq membres ont été condamnés à des peines allant de trois à 10 ans de prison, le plus haut degré d'exclusion politique qu'ont subi les Frères musulmans au cours des trois dernières décennies. Le régime a utilisé toute sa force pour tenter d'empêcher le groupe de poursuivre ses activités politiques et sociales depuis sa victoire lors des élections de 2005. Pour cette raison, les Frères musulmans ont boycotté les élections municipales de l'an dernier après que le gouvernement ait traqué plus de 880 de leurs membres, dont des douzaines de possibles candidats, et il semble peu probable qu'il leur permette de participer aux élections parlementaires, qui auront lieu en 2010. De plus, il a amendé la Constitution pour tenter d'empêcher les candidats indépendants, comme les affiliés des Frères musulmans, de se présenter aux élections. Ainsi donc, la relation entre les Frères musulmans et le régime de Moubarak ira vers l'affrontement et l'élimination des leaders du mouvement islamiste.

La rhétorique des Frères musulmans

En août 2007, les Frères musulmans présentèrent un premier brouillon de leur plateforme politique avant la création d'un parti politique. La plateforme interdit aux femmes et aux chrétiens d'occuper la fonction de président et elle établit un conseil de clercs musulmans pour superviser le gouvernement, semblable à celui de l'Etat islamique d'Iran. Ceci signifierait qu'une institution religieuse tiendrait lieu et place de gardien de tous les autres organismes gouvernementaux, sans aucune autorité constitutionnelle ou législative. L'ambiguïté de la plateforme et sa position contradictoire au

Khalil al-Anani, expert en Islam politique au Proche-Orient, travaille à la Fondation Al-Ahram, Le Caire. Son dernier livre est *The Brotherhood in Egypt: A Gerontocracy Fighting Against O'clock*, Le Caire, 2008.



Des jeunes Frères musulmans protestent le procès militaire réalisé contre 40 de ses membres. Le Caire, mars 2008. / AP

sujet de l'égalité des citoyens supposent un grand échec. Bien qu'elle proclame l'égalité indépendamment de la religion, le sexe ou la couleur, elle empêche les chrétiens d'occuper la fonction de président en se basant sur le fait que les non musulmans sont incapables de comprendre la religion selon laquelle ils doivent régir le pays.

Il est vrai que les Frères musulmans ont réussi à se dégager de certains préjugés historiques, dont leur position sur le pluralisme que le premier Guide Suprême, Hassan al Banna refusait pour des raisons personnelles. Ils ont aussi changé leur position vis-à-vis de la violence, la participation politique et la Constitution. Mais, bien que personne de bonne foi ne puisse nier que la rhétorique politique des Frères musulmans a évolué ces dernières années, personne, ayant cette même bonne foi, ne peut non plus affirmer que le groupe possède un programme « politique » acceptant l'idée de la démocratie.

L'on accuse souvent les Frères musulmans de diffuser un discours intellectuel contradictoire et un discours politique qui, dans le meilleur des cas, présente deux versants et, dans le pire, deux visages. En effet, à de nombreux moments de l'histoire du mouvement, l'ambiguïté délibérée a été leur principal atout et le plus déterminant. Trois obstacles empêchent les Frères musulmans de développer une rhétorique démocratique. Le premier est lié à la manière dont ils perçoivent la jurisprudence islamique et la maigre rénovation religieuse en son sein. La

rhétorique religieuse du mouvement diffère très peu de celle adoptée par Hassan al Banna, il y a plus de 75 ans. Les principales caractéristiques de cette rhétorique ont été définies dans un rapport diffusé lors de leur cinquième convention, en 1938. Elle est basée sur la notion selon laquelle l'Islam est un système complet et le guide définitif pour la vie dans tous ses domaines. Elle soutient que l'Islam est basé sur deux sources fondamentales (le Coran et les *hadith*, les paroles du prophète) et qu'on peut les appliquer à n'importe quel moment et partout.

Les Frères musulmans ont été incapables de tirer profit de l'interprétation de la jurisprudence que font les azarites membres de l'organisation comme Mohammed el Ghazali et Youssef el Qaradawi, pour ne pas parler des propositions progressistes que posent des personnes favorables aux Frères musulmans, mais qui vivent en dehors d'Egypte, comme celles qu'exposait Hassan al Tourabi dans ses premiers livres et les contributions de Rached al Ghannouchi et Abdallah al Nafisi, entre autres. Ceci met dans l'embarras les Frères musulmans lorsqu'ils doivent faire face à des problèmes qui requièrent des interprétations juridiques et religieuses, comme ceux liés aux femmes, aux coptes, à la liberté, à l'idéologie politique et à l'application de la loi et du code pénal islamiques.

Le second obstacle concerne l'histoire intellectuelle des Frères musulmans, un échec en tant qu'entreprise philosophique. Leur contribution intellectuelle s'est interrom-

pue avec la mort d'al Banna. Aucun des guides suprêmes n'a produit une œuvre que l'on puisse considérer un apport à la pensée des Frères musulmans, à l'exception de *Des prêcheurs et non des juges*, publiée sous le nom du second Guide Suprême, Hassan Al Hadibi, et qui aborde la question de l'apostasie (*takfir*), introduit par Sayyid Qutb.

Le troisième obstacle est lié à la rhétorique politique des Frères musulmans. Malgré l'évolution du vocabulaire de leur discours tout au long des 20 dernières années, il est toujours caractérisé par les doutes et l'ambiguïté. Son développement a aussi été lent.

Une nouvelle génération, d'anciens défis

De nos jours, 81 ans après leur création, les Frères musulmans ne sont plus une organisation exclusivement centrée sur la jeunesse, et ils englobent plusieurs générations. Ceci a produit une série de nouveaux dilemmes pour leurs leaders et pour l'organisation dans son ensemble. Entre autres, l'énorme fossé entre la génération des plus âgés et des plus jeunes persiste. Ces différences sont accentuées par une carence de base de voies pour le dialogue dans le mouvement, ce qui signifie que les jeunes ayant des idées originales et de nouvelles aspirations n'ont pratiquement aucune possibilité d'atteindre des fonctions de direction ou d'avoir une quelconque influence sur l'avenir du mouvement, ce qui a contribué à freiner une réforme organisationnelle significative. En raison de cela, ainsi que d'autres facteurs, les Frères musulmans ont déçu de nombreux jeunes et le mouvement dans son ensemble semble perdre sa capacité à inspirer la jeunesse et à gagner sa loyauté. Ceci a provoqué une crise au sein des Frères musulmans, avec un nombre de plus en plus grand de jeunes qui veulent une réforme et qui cherchent une nouvelle voie à suivre.

Depuis 2006, de nombreux jeunes Frères ont recours à Internet pour exprimer leurs critiques aux leaders du mouvement. En utilisant des forums électroniques comme les *blogs* et Facebook, ils ont pu sortir des cadres établis par l'organisation et les *blogs* sont devenus une voie alternative aux mosquées à travers laquelle ils peuvent diffuser des idées et une nouvelle vision pour le changement. Pour de nombreux jeunes Frères, les *blogs* ne représentent pas seulement un passe-temps ; leur but principal a été d'entreprendre un débat transparent sur les problèmes nombreux et pressants qui touchent les Frères musulmans et leur réforme politique interne. En tant que tels, les *blogs* des jeunes supposent un défi interne de plus en plus révolutionnaire pour une organisation fermée comme celle-ci.

Contrairement à la génération plus âgée, les jeunes islamistes semblent avoir accepté la politique basée sur le consensus. En d'autres mots, ils sont conscients du besoin de forger des alliances avec ceux qui ne professent pas l'Islam pour entreprendre un changement démocratique en Egypte. Par conséquent, les divisions idéologiques entre les jeunes islamistes et les jeunes ayant des inspirations politiques plus libérales semblent diminuer,

contrairement aux nettes différences qui existent entre la première génération de leaders des Frères musulmans et leurs égaux dans les partis de l'opposition.

De plus, les jeunes Frères ont tiré des leçons des expériences vécues par les mouvements politiques islamistes dans d'autres lieux du Proche-Orient, et plus concrètement de l'AKP turc et du Parti de la justice et du développement au Maroc. Les jeunes conservateurs considèrent que Recep Tayyip Erdogan, président de Turquie, est un modèle à suivre pour le Guide Suprême des Frères musulmans. Ils croient que l'AKP a réussi à combiner l'Islam, la démocratie et le nationalisme, et que les Frères musulmans devraient aspirer à en faire de même en créant un parti politique indépendant de sa mission religieuse. Dans ce sens, ils appuient le principe de la séparation entre l'activité religieuse et l'action politique. Les jeunes Frères ont adopté aussi une vision plus pragmatique des relations avec l'Occident. Au lieu de la regarder depuis une perspective idéologique ou hostile, ils l'approchent du point de vue de l'intérêt et du respect mutuels. Beaucoup ont accueilli de bon gré le discours prononcé par Barack Obama à l'Université du Caire en juin 2009, et ils croient que cela peut constituer le début d'une nouvelle ère dans les relations entre les USA et le monde musulman. Malheureusement, les leaders du mouvement n'ont pas développé une stratégie claire pour aborder les défis internes que posent les jeunes et leurs exigences pour entreprendre une réforme.

Nouveau Guide Suprême

Sept Guides Suprêmes ont gouverné depuis 1928. Curieusement, aucun n'a abandonné ses fonctions jusqu'à sa mort, à l'exception du dernier. Mohammed Mahdi Akef, de 81 ans, qui est devenu le septième leader du groupe en 2004, annonça il y a six mois qu'il quitterait ses fonctions en janvier 2010. Akef est connu sous le nom de « martyr en vie » pour avoir passé 20 ans en prison – après révocation de sa condamnation à mort – pour avoir appartenu au groupe accusé de conspirer pour tuer Nasser en 1954. Akef fut mis en liberté par Anouar el Sadate.

Les Frères musulmans n'ont pas su faire face de façon intelligente à la succession d'Akef. Après les rumeurs sur sa démission, une division historique s'est produite au sein du Bureau du Guide, le corps exécutif de plus haute autorité. La lutte pour la fonction de Guide Suprême se joue entre le premier Guide Suprême adjoint, Mohammed Habib, et le secrétaire général, Mahmoud Ezzat. Au sein du groupe, l'on dit que Ezzat préfère se centrer sur la *dawaa*, ou évangélisme religieux, et que Habib présente une orientation plus politique. Si tout deux obtenaient le même nombre de votes, Ezzat céderait probablement devant Habib, plus populaire à l'intérieur et en dehors du groupe du fait de son expérience et son pragmatisme.

Pour résumer, les Frères musulmans se trouvent au bord d'un abîme et ils doivent affronter des défis extraordinaires qui pourraient affaiblir leurs possibilités de continuer à être le mouvement politique le plus fort d'Egypte. ■